

Les luttes actuelles en Amérique latine et ses enseignements pour la révolution socialiste, par Alonso Quijano

L'irruption du mouvement de masse en Amérique latine est aujourd'hui beaucoup plus répandue que celle du cycle 2000-2003, ou celle de 2013. Les explosions sociales de Porto Rico, du Honduras, d'Haïti, d'Équateur, du Chili, de Colombie, voire même la résistance au coup d'État en Bolivie, le prouvent. Ce sont des processus qui, avec leurs spécificités et leurs dynamiques particulières, constituent une nouvelle étape de la lutte de classe mondiale, en particulier en Amérique latine.

La crise historique que traverse le capitalisme touche l'ensemble des exploités et des opprimés, en général, dans chaque pays. Mais cette généralité est également hétérogène et se produit différemment dans chaque pays. La convergence des luttes qui ont eu lieu est quelque chose de nouveau, ainsi que le caractère plus violent et explosif de ce cycle par rapport à celui de 2010-13.

Aujourd'hui, ses propres caractéristiques et les formes urbaines dans lesquelles elle s'exprime et où nombre de ses protagonistes font partie

de la classe ouvrière sont utilisées par les gouvernements et les régimes pour manœuvrer - avec la collaboration des bureaucraties syndicales - pour les combattre en combinant concessions partielles et répression.

Une véritable internationale bourgeoise aide les gouvernements touchés par ces explosions sociales, en s'appuyant sur les leçons qui ont été tirées de la rébellion des Gilets Jaunes en France. Ces tactiques sont maintenant appliquées au Chili, qui est un des principaux processus de rébellion sociale que traverse l'Amérique latine aujourd'hui et qui est déjà en développement depuis plus de 40 jours.

Maintenant, la question stratégique est de savoir comment faire en sorte que ces explosions de la lutte de classe ne s'épuisent pas dans cette dynamique, mais parviennent à vaincre les régimes en question et à ouvrir la possibilité de constituer un nouvel ordre socialiste.

Comment configurer un bloc politico-social capable de le faire ? Seule la direction politique des travailleurs pour unir les différents secteurs en lutte donne la clé. Mais l'état des organisations politiques des travailleurs et de leurs syndicats, qui sont soit aux mains de courants sociaux-démocrates sans militants réellement actifs, soit de syndicats corrompus avec peu de syndicalistes, trouve un chemin plein d'obstacles pour leur développement. Les explosions sociales actuelles ne se sont pas encore posées ou, très confusément, les questions et les conditions de ce dépassement.

Des multitudes de théories ont proclamé que la classe ouvrière est en train de disparaître ou a tellement changé qu'elle est devenue désespérément faible. Selon eux, la classe ouvrière est aujourd'hui hétérogène et atomisée et n'a d'autre fondement stratégique qu'un vieux dogme d'un siècle, maintenu avec des forceps.

Si l'on prend les statistiques, la classe ouvrière s'est répandue comme jamais auparavant dans l'histoire, bien que la bourgeoisie ait consciemment tout fait pour la fragmenter (dans ses effectifs, dans ses contrats, pour la précarisation, le chômage, la "lutte" entre indigènes et immigrants, etc.)

Mais aussi le développement économique relatif produit après la Seconde Guerre mondiale et la crise économique qui s'en est suivie depuis quelques décennies, génèrent des divisions objectives entre les travailleurs.

D'une part, et malgré les attaques qu'ils subissent en permanence, il existe toujours un secteur de salariés avec quelques garanties, des salaires décents ou suffisants, une syndicalisation et une certaine sécurité de l'emploi et d'un autre côté, une majorité croissante de salariés précaires, gagnant de bas salaires, certains ne leur permettant pas de vivre et sans aucune sécurité du travail ni syndicalisation possible en pratique. Ces derniers représentent plus de la moitié de la classe ouvrière dans certains pays, avec un poids particulier parmi les femmes et les jeunes.

La tendance générale est à l'aggravation de la situation des deux couches et elle est accentuée par la crise sans fin et par la concurrence entre les capitalistes.

Ce processus, comme cela a toujours été le cas historiquement, s'accompagne d'un recul marqué des syndicats et des partis politiques des travailleurs. Cependant, la classe ouvrière continue à faire fonctionner l'ensemble de la société et son poids numérique a augmenté de façon extraordinaire. Rien qu'en Chine, il y a plus de 300 millions de `nouveaux` prolétaires. Il y a déjà plus de gens qui vivent dans les villes que dans les campagnes et ce phénomène s'est amplifié.

Au Chili, laboratoire d'expérimentation capitaliste depuis les années 1970, le Plan du Travail de la dictature a imposé un modèle où les employeurs dictent la loi à l'intérieur des usines et des services à travers la précarisation du travail et une législation très restrictive anti syndicale et anti-ouvrière.

Cette législation, à la base du modèle économique, s'est poursuivie sous les gouvernements de la Concertación; les partis dits « de gauche » social démocrates de centre, parfois avec la collaboration du Parti Communiste.

La « sous-traitance » -l a précarisation par des entrepreneurs-, massivement étendue, structure le capitalisme chilien. Dans divers domaines tels que les télécommunications, elle est presque généralisée. Dans le secteur minier, il y a plus de sous-traitants que de travailleurs d'usine. Dans les mines de cuivre, par exemple, en 2010, il y avait un peu plus de 19 000 travailleurs d'usine et plus de 40 000 sous-traitants. Aujourd'hui, les mineurs continuent de constituer la branche qui contribue pour plus de 10% au PIB du Chili et produit 27% du cuivre mondial. Les ports de San Antonio continuent d'exploiter l'un des principaux ports du Pacifique Sud. Toutes les télécommunications du

pays dépendent encore de cette légion de sous-traitants. Il en va de même pour les chemins de fer, l'industrie et toutes les activités fondamentales de l'économie chilienne.

Cette position dans l'économie du pays donne à la classe ouvrière la capacité de paralyser le fonctionnement même de la société. Il n'y a potentiellement aucune autre force - ou autre mouvement ou classe - qui ait une telle capacité décisive.

Non seulement cela, mais l'occupation de cette position est une position privilégiée pour agglutiner le peuple exploité et opprimé. Ainsi, à partir du contrôle de ces secteurs clés pour la production et dans la société, elle est potentiellement capable de créer un nouvel ordre socialiste qui remplace le capitalisme et qui, au même temps, avance dans la lutte pour libérer l'humanité de l'exploitation et de l'oppression.

Aujourd'hui, malgré les importants mouvements sociaux auxquels elle participe bien que de manière non organisée comme classe, ressemble à l'esclave qui secoue ses chaînes avec rage mais ne sait pas encore comment les briser. Elle est contenue par la bureaucratie syndicale, la répression des gouvernements et le chantage des employeurs. Mais elle est arrêtée surtout à cause de l'absence d'une direction politique propre. C'est encore une classe à part entière, de plus en plus étendue, mais avec une vision politique et stratégique très limitée qui ne lui est pas propre.

Ce qui est vraiment nouveau dans ces explosions sociales et ces mouvements de masse qui constituent un nouveau cycle de la lutte de classe internationale, c'est qu'ils s'approchent de nouvelles et meilleures conditions pour le résoudre. Elles semblent montrer une tendance qui tend à revenir sur des années et des années de combats d'arrière-garde et des défaites.

Certains ont écrit que les rébellions qui traversent le monde, et en particulier celle du Chili, sont des rébellions de la précarité. Ainsi, il existerait une nouvelle classe sociale composée notamment des jeunes travailleurs qui ont un emploi occasionnel, des contrats précaires, mal payés, et qui sont soumis à une vie sans perspective d'amélioration.

Cela correspond à la plupart des protagonistes des mobilisations et des actions qui ont marqué la situation au Chili au cours des 40 derniers jours. Des jeunes qui, pour la plupart, n'ont aucun droit de grève légal sur leur lieu de travail ou dans les syndicats, mais qui quittent leur emploi

et vont manifester convaincus qu'ils ne doivent rien à personne, encore moins au régime hérité de la dictature de Pinochet ou d'un capitalisme qui ne les offre aucune perspective.

Ces couches sociales se sont manifestées d'abord en France avec les Gilets Jaunes et leur influence a transcendé presque immédiatement les frontières nationales, tout comme elle a pénétré profondément dans la conscience des travailleurs qui s'approprièrent ces formes de lutte quand ils le pourront. Il y a déjà des signes évidents de cette influence dans les récents combats.

Cet exemple, que certains dirigeants syndicaux tentent d'arrêter, s'est répandu partout et les travailleurs s'intéressent à ces "nouvelles" formes de lutte. La contagion est là.

Objectivement, les secteurs les plus actifs de la classe sont plus avancés que les directions politiques qui se réclament des travailleurs. Je ne parle pas ici des petits partis et groupes qui aspirent, parfois très peu sérieusement, à mener ces luttes de la classe ouvrière.

Mais il y a des exceptions, l'un des syndicats combattifs qui a été le protagoniste au Chili des grèves générales depuis le début de la rébellion, le " Union Portuaria ", qui est une organisation de facto mais a un pouvoir réel énorme en raison de la position stratégique qu'il occupe.

Cette tendance naturelle au regroupement, si caractéristique des travailleurs chiliens, montre que les travailleurs sont le fer de lance du mouvement de tous les secteurs opprimés du pays et confirme l'affirmation que ce sont les partis et les idées qui sont en retard.

Car il ne s'agit pas que des travailleurs.

Le mouvement contre l'oppression des femmes au Chili est une des expressions importantes au niveau international. Le 8 mai de cette année a eu lieu la plus grande mobilisation en Amérique latine et l'une des plus massives du pays depuis la chute de la dictature.

En même temps, le mouvement étudiant chilien a mené certaines des luttes étudiantes importantes de ces derniers temps. En 2006, ce sont les " pingouins " (jeunes étudiants) qui ont lutté contre la privatisation de l'éducation imposée par Pinochet.

Elle a été suivie par des luttes universitaires massives pour la gratuité de l'enseignement en 2011.

Il n'est donc pas rare que les étudiants concentrent la colère latente en mettant en branle « l'évasion » massive (le non-paiement du ticket de Metro) qui a fini par allumer la mèche de la rébellion actuelle. Les communautés indigènes mapuches luttent également pour le retour de leurs terres ancestrales, le droit à l'autodétermination nationale et contre la répression de l'État.

Tous ces mouvements, qui s'unissent spontanément lorsque cela est possible, configurent des formes organiques de prise de décision et, lorsque cela est possible, pourraient évoluer vers des formes de pouvoir basées sur les usines, les lieux de travail et les quartiers pour se coordonner et agir de manière organique et consciente.

Cela ne peut se faire sans une organisation politique, solidement implantée parmi les travailleurs et qui montre le chemin. Cette nouvelle étape est ce qui manque au mouvement et, comme en France, peut être à l'origine de son repli momentané. Mais la conscience de cette nécessité fait son chemin.

Sans travailleurs salariés organisés qui arrêtent la production, les luttes territoriales, autochtones, éducatives, écologiques, féministes et de population ne pourront pas vaincre le modèle, et encore moins le renverser, même si elles ont montré une grande capacité de mobilisation et même remporté d'importantes victoires sur l'État ou les grandes entreprises extractives.

Le besoin du parti apparaît cristallin et ne peut plus être ignoré. Tous ceux qui prétendent que la spontanéité ou la combativité peuvent supplanter la tête consciente du mouvement, comme un raccourci, doivent comprendre ce que l'expérience actuelle indique : sans parti révolutionnaire, il n'y a pas de véritable mouvement révolutionnaire.

Cependant, un parti révolutionnaire ne s'improvise pas au moment de la révolution : sans apprendre tous les aspects de la lutte, de ses mouvements d'avance et de recul, sans l'assimilation des expériences les plus diverses, il n'est pas possible de la construire. C'est pourquoi il est probable que l'explosion sociale spontanée actuelle ne réussira pas à obtenir des concessions qui dépendront de la plus grande force que le mouvement déploie.

Naturellement, un tel parti ne peut être construit qu'en lutte et ce mouvement de masse ouvre de grandes possibilités pour sa construction. Nous ne pouvons pas non plus perdre de vue le fait qu'il est nécessaire d'étudier en profondeur l'expérience accumulée, la théorie communiste et socialiste de la formation du parti ainsi que la lutte des travailleurs à travers le monde, incarnée dans les écrits des classiques du marxisme, dans leur meilleure expression.

Au moment de la grande Révolution russe, on a demandé à l'un de ses dirigeants comment harmoniser les différentes revendications et formes de lutte des travailleurs des villes et des campagnes, des chômeurs, des travailleuses, des paysans ruinés, des millions de nécessiteux et ignorés par les organisations réformistes lorsque les grands processus de lutte de classe sont mis en marche. Il a répondu : "L'histoire a déjà répondu à cette question : à travers les soviets. Les soviets unifieront les représentants des différents secteurs en lutte ». Cette réponse correspondait aux conditions de la révolution russe, mais nous ne pouvons pas la copier textuellement, seulement l'idée principale qui reste juste.

Aucune autre forme d'organisation n'a été découverte et les preuves montrent qu'aucun programme révolutionnaire ne peut exister sans la mise en place d'organisations de lutte, d'organisation de gestion de l'ensemble de la société à travers un front uni de tous les secteurs actifs et potentiels en lutte tels que les coordinations, les conseils démocratiques ouverts (mais non de parlotte) et toute forme naturelle d'organisation des travailleurs et des secteurs opprimés.

D'où l'importance du développement de coordinations et d'organes d'auto-organisation qui, en perspective, peuvent être le germe d'un futur pouvoir alternatif de la classe ouvrière et des opprimés. Mais ceci est fondamental non seulement parce qu'elle ouvre une perspective, mais aussi parce que les organismes auto-organiseurs, même dans leurs formes initiales, sont indispensables pour que les secteurs les plus avancés du mouvement puissent influencer les plus retardataires et contrecarrer l'action du régime qui, à juste titre, utilise pour sa politique les fractures ouvertes par la fragmentation de la classe ouvrière elle-même et les contradictions avec ses alliés.

Nous devons renforcer les perspectives avec des tactiques telles que celle du Front uni, ce qui signifie frapper ensemble, même si nous marchons séparément, afin d'imposer l'unité d'action du mouvement ouvrier. Et ainsi d'articuler les luttes des syndicats avec les mouvements

de jeunesse et avec le reste des travailleurs non syndiqués ou précaires, les paysans, la petite bourgeoisie appauvrie, etc.

C'est aussi le meilleur moyen d'organiser l'autodéfense contre la répression.

L'émancipation des travailleurs sera aussi l'émancipation de tous les secteurs et couches opprimés de la société, mais tout indique, et les dernières expériences de lutte le confirment, que **sans un parti communiste révolutionnaire**, [c'est à dire réellement Marxiste-Léniniste, ndlr], rien ou seulement des miettes ne seront obtenus.

La tâche qui nous attend est sa construction ou sa reconstruction. Toutes les illusions, tous les plans illusoire de la petite bourgeoisie et des secteurs qui voudraient éviter ce travail ont échoué sous nos yeux. Il n'y a pas de voie facile, pas de lutte spontanée qui puisse vaincre la forteresse internationale, matériellement et intellectuellement armée et bien organisée du capitalisme.

Il y a déjà eu deux essais, la lutte de la petite bourgeoisie dans le cadre du système avec Podemos, Tsiriza, Nuits Debout et leurs avatars, d'autre part les explosions spontanées telles que celle des Gilets Jaunes et autres que la bourgeoisie a toujours trouvé les moyens de vaincre.

Quelque chose d'autre est donc nécessaire et cela ne se trouve que dans l'arsenal théorique et pratique du mouvement ouvrier dans sa meilleure expression, l'expérience accumulée de la pensée socialiste et communiste dans ses meilleures formes. [A savoir, les textes de Marx, Engels, Lénine et Staline, ndlr]